

LE TROISIEME LARRON

C'est l'heure du déjeuner. Les employés de la maison Mordeau et fils (commissions exportation) ne sont pas encore revenus au bureau. Seul, le brave Banal le caissier, est resté enfermé dans sa cage, car c'est jour d'échéance. Il gaye ce matin; il attend encore des factures et des effets pour une somme considérable.

La caisse du père Banal est à gauche de la porte; un léger grillage le protège. Plus loin, un garçon de bureau est en train de téléphoner. Dans la cour, c'est un grand bruit; deux voitures chargées de caisses s'ébranlent sur le pavé.

Le père Banal, penché sur ses écritures, n'entend pas que la porte s'ouvre; là-bas, le garçon de bureau se dispute avec la "demoiselle". Trois hommes sont entrés, masqués. Ils doivent connaître la disposition des lieux et les habitudes de la maison. L'un d'eux, un colosse, donne une formidable poussée contre la cloison de la caisse, où il pénètre; il le bouclic Banal et, avant que le malheureux ait eu le temps de crier, il lui couvre la tête d'une serviette. Le second est entré à son tour dans la cage. Son rôle est tracé d'avance; il va au coffre-fort ouvert et s'empare d'un portefeuille bourré de billets de banque. Aussitôt, il crie: "C'est fait! Viens vite!" L'autre abandonne le père Banal, qui gigote sous une table, tout empêtré de la serviette, et les deux malandrins se précipitent vers la porte, que tient entr'ouverte le camarade resté sur le seuil.

Il ne sont pas allés assez vite; le coup était trop audacieux. Déjà retentissent les clameurs du caissier, et le garçon de bureau, lâchant l'appareil, accourt en poussant des cris.

Maintenant, le drame se poursuit sous la voûte; une des voitures y passe justement et coupe le chemin aux voleurs; le chasseur vient prêter main-forte, et c'est une entrainée bouculade d'hommes, pendant que de la rue très passante, la foule, attirée par les vociférations, s'engouffre. Deux des forbans sont maîtrisés; l'autre a disparu; les agents se montrent et, cinq minutes après tandis que le quartier est encore tout en rumeur, le père Banal, pâle d'émotion, fait au commissaire de police le récit circonstancié de l'agression.

Le chef de bande, c'est Ernest Picquand, ancien employé congédié de la maison Mordeau et fils. C'est lui qui a dirigé l'expédition et a donné les renseignements nécessaires, c'est lui également, qui s'est emparé du portefeuille, dont il connaissait la place; mais il refuse énergiquement d'avouer qu'il s'enrichit. Ce qu'il avoue, c'est d'avoir voulu simplement jouer un bon tour au père Banal, dont il avait eu naguère à se plaindre. Jules Planchet, un camarade, connu pour sa poigne, avait été recruté par lui pour flanquer au caissier une bonne riposte.

C'était tout ce qu'on pouvait leur reprocher: une vengeance tort innocente.

Mais le troisième... celui qui a pu se sauver, celui qui fait le guet, qui gardait la porte!

— Quel troisième répond cyniquement Picquand. Il n'y a pas de troisième; personne ne s'est sauvé; nous n'étions que deux. Pas vrai, Planchet?

— On n'était que nous deux, pour sûr! s'affirma Planchet, qui obéit à l'impulsion muette du regard de son complice. Et il ajoute: — Qu'aviez-vous fait de l'argent?

Alors, c'est le même système de déviation étonnée: "Qu'est-ce? Quel portefeuille? L'argent n'est pas pris d'argent; il ne voulait pas prendre d'argent; il voulait seulement corriger le père Banal; mais ils n'étaient pas des voleurs. Et, du reste, qu'on leur prouve donc qu'ils avaient pris de l'argent!... Qu'on les fouille!... Si le caissier avait perdu quelque chose, on le retrouverait sous sa table; et dans le fond de son tiroir. Mais il ne fallait pas accuser des innocents!

L'affaire a suivi son cours régulier. Malgré les investigations de la police on ne put retrouver ni l'homme qui faisait le guet, ni la sacoche. Le caissier, après vérification rigoureuse de ses comptes, déclara que le vol se montait à 150,000 francs.

Le temps, dans les prisons, passe lentement, mais il passe. Au bout de cinq ans, Picquand et Planchet furent remis en liberté. Condamnés, à la même heure, à une peine égale, ils se retrouvèrent

ensemble au greffe pour la levée d'écrout et humaient, de compagnie, leurs premières bouffées d'air libre.

—Maintenant, dit Planchet, qu'est-ce qu'on va faire? Mais Picquand, sans répondre, lui montra du doigt une forme vague qui errait, dans le petit jour blafard, et arpentait l'avenue déserte, semblant guetter la porte de la maison de force.

—C'est Fouasse! prononça Picquand d'une voix sourde. L'homme, à son tour, les avait aperçus, et d'un geste imperceptible, leur faisait signe de le suivre. Cinq minutes après, les trois hommes étaient assis chez un marchand de vin.

Victor Fouasse, c'est le troisième malandrin, celui qui tenait la porte il y a cinq ans; celui qui Picquand a jeté, dans la bagarre, le portefeuille bourré de billets. Il a quarante ans, peut-être, et paraît profondément misérable; Sa figure terreuse, sa barbe hirsute, ses vêtements en loques et ses bottines qui baillent, tout est de la même couleur de boue séchée et de crasse. Les yeux haineux de Picquand le scrutent, et, sans préambule, allent tout de suite aux seules paroles nécessaires: —Alors... tu as tout bouloté?

—Probable! dit Fouasse, qui soutient le regard.

Le poing de Planchet s'abat sur la table: —Je l'avais dit! Fallait le "donner"!

Mais Fouasse se redresse: —Toi, Planchet, ferme-là hein? Et il ajoute: —Tel que me voilà, je travaille aux Halles; je mange pas tous les jours et je couche où je peux. N'empêche que voilà trois jours que je vous guette; je savais que votre temps allait finir.

—Pourquoi que tu nous guettes? interroge Picquand.

—Parce qu'on a à cuisiner. Seulement, moi, j'aime pas qu'on me presse.

Planchet dit, la rage au dents: —Aussi vite comme on est là, je te "donnerai" avant ce soir!

—Fais le donc tirer, Picquand! Et, les coudes sur la table, Fouasse poursuit: —Voilà l'histoire: Quand je vous ai vu emballés tous les deux, je n'ai eu qu'une idée: me faire la paire. J'ai joué de bonheur, pu que je m'en suis. Quant au magot, c'est que dans la nuit que j'ai pu y regarder. Alors... écoute ça, Planchet... j'ai fait comme on avait convenu; j'ai fait trois parts et j'ai filé à Londres, où j'ai bouloté la miennne.

—Tu as les nôtres? demande anxieusement Picquand.

—Minute donc! Ma part m'a duré jusqu'à y a dix-huit mois. J'ai été heureux, je ne me suis rien refusé. Après, dame!... ça a été la mouise. Mais comme vous aviez tenu vos langues et que vous ne m'aviez pas vendu, alors je me suis dit: "Le reste, c'est sacré! Je peux crever de faim, mais je n'y toucherai pas!"

—Tu as fait ça? —Tu as prouvé! —Et, de sa chemise crasseuse, Fouasse tira un sac de toile qui pendait de son cou, retenu par un cordon.

—Maintenant, vous ne direz pas que je n'ai pas un honnête homme! Ça a été dur, des fois de savoir que j'avais ça sur la peau, d'avoir tain ou froid et de ne pas l'avoir!... Vous pouvez compter. Dans la sacoche, j'ai trouvé 150,000 A trois, ça faisait 53,000 francs. Ça bouloté les miens... Voici les notes.

Quatre mains se sont abattues sur le sac vite éventré. Les hommes, penchés sur la table, deviennent pâles d'émotion au spectacle d'une telle fortune. Ils ne croient pas ce qu'ils voient.

—Tas fait ça?... Tas fait ça? —C'est ça, dit Fouasse, prononçant Picquand, dont la voix tremble.

—C'était promis! —Ecoute, t'es un homme... toi! J'aurais jamais cru ça possible! Je n'aurais jamais eu ce courage-là. Aussi... tu vas voir; je ne te dirai pas comme ça! On ne te laissera pas puré pendant que, nous autres, on fera la bombe; on a du cœur; on va partager ça. Tu veux bien, Planchet?

Planchet ne peut pas parler, tant l'aventure le stupéfie, il fait oui de la tête, et, sur le maître poisseux, les hommes comptent les billets.

—Comme ça, a dit Fouasse, je veux bien, car j'en ai, allez! une misère! Et ça a été d'autant plus dur que j'avais goûté à la grande vie.

Et les trois hommes, dans un besoin d'effusion et comme gris de bonheur, se flanquent de grandes cuicques sur les cuisses et rient naïvement: —Y a du bon! —Fouasse... t'es mon pote! —Où lui vendras-tu ça à l'occasion! —A la porte du bistrot, de nouveau, ournois et prudents, les trois hommes se séparent.

L'inspecteur de police qui venait de me raconter toute cette histoire ajouta: —Vous comprenez, monsieur j'avais filé le trio depuis la porte de la prison, et, comme le masticot était de mêche, j'avais pu entendre toute la conversation

derrière une porte vitrée que les compagnons ne connaissaient pas. Enfin... je tenais Fouasse! Il y avait assez longtemps que je le cherchais! Il venait de se fourrer, de lui-même, entre mes pattes!... Ah!... la bonne prise... et facile!... On était assez vexé, chez nous, d'avoir laissé échapper le troisième de la bande!... Je le tenais!... je n'avais plus qu'à étendre la main... Eh bien... je peux vous le dire à vous... quand ils se sont levés, quand ils sont partis, je ne sais pas ce qui s'est passé en moi, mais je me suis senti cloué à ma place; je ne pouvais pas bouger; je me disais: "Ce Fouasse, tout de même!... qui, par respect de la parole donnée, par une sorte d'honnêteté spéciale, crève la misère devant plus de cent mille francs!..." Alors, je n'ai pas eu le courage de l'arrêter... J'ai vu entendu dire que la maison Mordeau et fils, depuis le vol, ne s'en était pas porté plus mal, que le trou était bouché... et moi!... j'ai laissé filer tout le monde!... j'ai mon métier, mais cette fois... j'ai pas pu le faire... Il m'a semblé que ça ne me regardait plus.

BONAPARTE ET MOREAU

A quelle époque doit-on faire remonter les premières manifestations de la méintelligence qui, en séparant brutalement le général Moreau du Premier Consul Bonaparte, jeta le vainqueur de Hohenlinden dans les pires aventures, et finit par le faire mourir de la mort des traîtres, apportée par un boulet français? Quelles sont les raisons vraies de cette brouille inexorable, à laquelle on a sans doute donné la rivalité pour prétexte, mais qui, par le caractère de haine et de violence qu'elle a vite revêtus, sembleraient avoir eu des origines plus intimes et plus profondes qu'une simple jalousie de personnes ou le déshonneur de l'ambition?

Il ne faut pas oublier que Moreau, qui ne connaissait pas Bonaparte avant de l'avoir rencontré le 23 octobre 1799, à un dîner chez le directeur Gohier, avait tout de suite accepté de présider avec lui le grand banquet de 750 couverts organisé peu après par les patriotes dans l'ancienne église Saint-Sulpice, devenue le Temple de la Victoire, qu'il avait voulu peindre au 18 brumaire, et qu'en témoignage de gratitude, le Premier Consul lui avait fait don, six ou sept mois plus tard, d'une paire de pistolets enrichis de diamants, en accompagnant le cadeau d'une lettre des plus flatteuses. Lui-même ne jugeait pas d'abord le gouvernement consulaire en opposition, puisque revenant à l'armée d'Allemagne après un voyage à Paris, pendant lequel il s'était marié, il répondait à un de ses généraux qui lui demandait des nouvelles: "Mais, tout va très bien, depuis que Bonaparte s'occupe de tirer la France de sa situation difficile. Il est d'ailleurs le seul capable de cela!"

Comment ces premiers rapports, quasi amicaux, et qui paraissent fondés autant sur l'estime réciproque que sur une juste notion de la valeur des hommes, ont-ils pu si rapidement et si profondément s'altérer, au point d'aboutir à cette inimitié si farouche, qui poussa l'un des antagonistes jusqu'au complet, et dicta à l'autre les plus dures représailles? C'est ce qu'il serait difficile d'expliquer si l'on ne savait que les plus grands événements de l'histoire ont parfois des motifs infimes et petits.

Ici, comme il arrive assez souvent, nous nous trouvons en présence, d'abord, d'une jalousie de femmes. Du moins c'est ce que nous conte, avec l'accent de la sincérité la moins apprêtée, un des lieutenants de Moreau pendant la campagne de Hohenlinden, et son ami de longue date, le général Decaen, en de fort curieux "Mémoires" que vient de publier la section historique de l'armée. A en croire ceux-ci, la famille Bonaparte n'aurait pas été fâchée de faire épouser à Moreau la fille de Joséphine, mais n'osant ou ne voulant point faire des ouvertures directes, elle recourait à des travaux d'approche assez singuliers et quelque peu maladroits. Ainsi, certain jour que le général Moreau était épousé Mlle Hortense Brauharnas, lui, qui l'avait vu, le poussa sous la pendule; mais le Premier Consul survenant, le retira aussitôt, fit semblant de le regarder pour la première fois, puis le tendit à Moreau, en disant: "On parle de vous là-dessus." A quoi l'autre répondit sèchement: "Je ne veux pas me marier; ça porte malheur. Voyez Joubert." Et, en effet, celui-ci venait d'être tué à Novi, quelques semaines à peine après ses noces.

La vérité est qu'il y avait au-dessous de Moreau, assez besogneux, et qui l'avouait, était fille en passe d'épouser Mlle Hulot, fille d'un riche trésorier général, et même Mme Hulot, la mère, quand elle connut l'incident du mariage, laissa échapper un: "Ah! ce n'est pas pour eux que le four chauffe!" On pense que cette boutade n'était point pour plaire au Premier Consul. Quoiqu'elle fut rapportée, et qu'il l'approcha des paroles revêches qui avaient été dites à lui-même, il comprit. Et depuis, il n'oublia pas.

Cependant, lorsqu'après Hohenlinden, Moreau revint à Paris, il le reçut assez bien, encore qu'il n'en fut pas très fier. Contrairement à l'usage, et même au protocole, le général s'était présenté chez le Consul sans se faire annoncer, et en simple frac. L'inconvenance, qui était préméditée, ne fut pas relevée, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'avait pas été remarquée; mais Bonaparte ne voulait pas encore paraître s'apercevoir d'une bouderie qui l'eût obligé à sévir. Pour la justification, Moreau se plaignait de l'indifférence à son égard du chef de l'Etat, lequel, au cours d'une visite faite à la Malmaison par Mme Moreau, n'avait pas daigné lui demander des nouvelles de son mari, pour lors encore à l'armée d'Allemagne. Il racontait aussi, à qui voulait l'entendre, que Mme Bonaparte avait un jour fait attendre sa femme et sa belle-mère si longtemps, qu'elles avaient cru devoir se retirer toutes deux. Fait exact, mais qui s'expliquait par cette circonstance que Joséphine était au bain.

De Paris, griefs n'étaient vraiment pas très graves. Moreau, pour son tour, entouré, ou se méprenant quelques intrigants qui se jugeaient méconnus, tels que le général Lohorie et l'adjudant commandant Normand, les trouva suffisants cependant pour s'abstenir de parler le dimanche aux Tuileries, comme faisaient les personnages d'importance, et pour recevoir ostensiblement chez lui, à Orsay, les mécontents du régime, qui ne se faisaient point faute de dauber le Premier Consul. On racontait à qui voulait l'entendre, systématiquement à l'écart les officiers de l'armée du Rhin, celle qui avait fait Hohenlinden, pour ne s'occuper que de l'armée d'Italie, celle qui avait fait Marengo. Le fait était inexact, et l'importante mission confiée peu après au général Decaen lui-même devait bientôt prouver le contraire. Mais il trouvait dans tous ces esprits agités un écho complaisant et de cela, Bonaparte se montrait à juste titre mécontent.

Decaen, cependant, essayait de mettre un peu d'huile dans ces rouages qui grinçaient. Un jour, étant allé à Orsay, il fit part à Moreau des regrets que les aides de camp de Bonaparte, Rapp et Savary, avaient exprimés devant lui d'une abstention qui leur paraissait inexplicable: "Je suis trop vieux pour me courber", répondit le général. Et comme l'autre s'étonnait de cette volte-face accomplie en moins d'un an: "Bonaparte est fort mal entouré, riposta Moreau, en employant même, parait-il, des expressions méprisantes. Les choses ne vont point comme il faut!" Decaen reprit alors: "J'ignore si vous avez fait quelques conditions avec lui, avant de l'aider à monter sur le trône"; mais, dans tous les cas, il me semble qu'il vous conviendrait plus qu'à qui que ce soit de faire des représentations." La conversation, interrompue par l'arrivée d'importuns, en resta là. Le négociateur avait compris, d'ailleurs, qu'en présence d'une signature par elle, il devenait inutile d'insister.

A quelque temps de là, Decaen fut, sur sa demande, nommé capitaine général des Etablissements français de l'Inde, et alla, tout joyeux, en porter la nouvelle à son ami Moreau: "Ah! en voilà encore un d'exilé!" s'écria celui-ci, que le nouveau gouverneur eut toutes les peines du monde à détromper. Mais, quand il alla faire au Premier Consul sa visite de départ, ce fut une autre affaire.

Decaen, le général Moreau se conduisit mal, lui dit Bonaparte à brûle-pourpoint. Je serai forcé de le dénoncer à la France." En bon ami qu'il était, l'autre, ému jusqu'aux larmes, protesta avec véhémence: "Vous êtes bon, vous, reprit le Premier Consul, et vous croyez que tout le monde vous ressemble. Moreau correspond avec Pichegru." Puis, après quelques objections nouvelles, il reprit: "Convenait-il au général Moreau de se tenir éloigné du gouvernement, et d'affecter de ne pas être en uniforme quand il est présent? Je n'aimais pas les membres du Directoire, mais j'ai toujours su me tenir dans les bornes du respect dû aux chefs du gouvernement. Le général Moreau a rendu de grands services, mais cela ne l'autorise pas à faire le fronteur, en ralliant autour de lui les personnes auxquelles le gouvernement s'est trouvé obligé de manifester son mécontentement. J'ai rendu des services militaires, j'ai rendu des services militaires, et de reproches à me faire de mon administration. On dit

que je travaille pour les Bourbons; mais je ne suis pas tombé du ciel ici! Je sers ma gloire! Si le général Moreau peut avoir quelque sujet de se plaindre, ce n'est pas avec des mécontents qu'il doit s'en entretenir..."

Puis, cédant à la fougue qu'il apportait d'ordinaire à ses mercuriales, il ajouta que la France avait besoin de repos; que, lors de la cérémonie du Concordat, fait pour rétablir la tranquillité, Moreau s'était abstenu, tandis que sa jeune femme, qui était présente, affectait des airs de moquerie; et que, le soir de ce même jour, il avait affecté de se présenter en bourgeois au dîner du ministre de la guerre, qui l'avait éconduit. Il rappela les affectations données par le général, sans autorisation, à certaines sommes provenant de la caisse de l'armée, et qu'on ne lui en avait point demandé compte. "Je voudrais, disait-il, qu'il eût de l'ambition. Je voudrais qu'il fût comme Bernadotte. Eh bien! je le servirais, cette ambition... Mais on n'affecte pas de se montrer comme un chef de frondeurs."

La distribue fut longue, coupée de temps en temps par les phrases conciliantes du général Decaen, qui persistait à plaider non coupable. "Oui, tout ce que vous me dites là est vrai, dit à la fin Bonaparte; mais il n'en a plus été de même depuis l'arrivée de Mme Moreau à Elzbourg. Cependant, ce n'est point à cette jeune femme que j'attribue le changement de conduite. C'est à l'influence de sa belle mère, qui est intrigante, et aux conseils pernicieux de ces trois petits coujuns de Lohorie, de Fresnière (son secrétaire) et de Normand. Ce drôle, qui était du Conseil des Cinq-Cents, colportait, avant le 18 brumaire, en faveur des Bourbons. Toutes leurs intrigues et leurs mauvais conseils finiront par perdre Moreau." Et, parce que Decaen essayait de faire entendre une démarche officieuse pour régler tout ce qui était en suspens, il ajouta: "C'est du sable mouvant!"

On sait le reste et comment cette animosité, née de motifs futiles et que de griefs frivoles, tourne bientôt à la crise aiguë et à la guerre déclarée. Le bon Decaen avait cependant tenté, en vue du raccommodement, un effort surprenant, car, rencontrant à Brest, avant de s'embarquer pour Pondichéry, le lieutenant de vaisseau Hulot, frère de Mme Moreau, il l'avait supplié d'écrire à sa mère, pour qu'elle opérât l'apaisement tant désiré. "Aurement, dit-il, le général se plongera dans des embarras et, peut-être, des malheurs que, trop tard, il ne lui serait plus possible d'éviter." C'était se montrer bon prophète, mais prêcher dans le désert. Cette brouille imbécile devait coter à la France un capitaine de mérite incontestable et à Moreau lui-même la perte de son honneur de soldat.

Lieutenant-colonel ROUSSAT.

Le "Journal des Sciences militaires" vient de publier sur la question de Flessingue, toute d'actualité, une excellente étude stratégique, dont l'auteur a voulu garder l'anonymie. Il ne nous a pas été difficile, en raison de nos antécédents, de reconnaître, au style, un officier breveté d'état-major, ayant accès, dans l'établissement des travaux de l'Ecole supérieure de guerre, la méthode qui caractérise les meilleurs parmi les élèves de cet établissement de haute instruction militaire.

La Question de Flessingue

Le traité de 1815 avait réuni la Belgique à la Hollande, en confirmant la libre navigation de l'Escaut, mais, à la suite de la révolution 1830, les Belges, mécontents de la suprématie hollandaise, se soulevèrent, et firent l'appui de la France et de la Prusse, qui, à la chute d'Anvers, provoquèrent notre armée, obtinrent leur indépendance et, un peu plus tard, leur neutralité.

Celle-ci fut reconstruite, en 1839, par un traité conclu entre la France, l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche et la Russie, d'une part, et la Hollande, d'autre part. En vertu d'un autre traité de la même époque, cinq puissances contractantes européennes ci-dessus, mais non la Hollande, "garantirent" à la Belgique son indépendance.

A La Haye, on estime que, depuis son embouchure jusqu'à l'arrêt de Flessingue, l'Escaut coule en territoire hollandais. Les Belges et les Anglais opposent à cette prétention les traités conclus en vigueur, aux termes desquels la Hollande partage avec la Belgique ses droits souverains sur l'Escaut.

Les Hollandais disent qu'ils ont le devoir de "protéger" la neutralité belge, mais non de l'"assurer"; qu'en conséquence, ils doivent s'opposer, par la force, aux entreprises d'une flotte alliée attaquant Anvers, mais qu'ils laisseront passer librement des vaisseaux se portant sur les côtes de cette place. C'est fort en théorie, mais si la Hollande a fortifié Flessingue, elle sera tentée d'"embouteiller" Anvers, dans le cas où la flotte ennemie se porterait sur la défense belge, et de réduire de la sorte la neutralité belge à un simple nom.

Les Hollandais disent qu'ils ont le devoir de "protéger" la neutralité belge, mais non de l'"assurer"; qu'en conséquence, ils doivent s'opposer, par la force, aux entreprises d'une flotte alliée attaquant Anvers, mais qu'ils laisseront passer librement des vaisseaux se portant sur les côtes de cette place. C'est fort en théorie, mais si la Hollande a fortifié Flessingue, elle sera tentée d'"embouteiller" Anvers, dans le cas où la flotte ennemie se porterait sur la défense belge, et de réduire de la sorte la neutralité belge à un simple nom.

D'autre part, le peuple hollandais, en raison de ses origines germaniques, de ses relations avec les provinces de La Haye et de Berlin resserrées par des mariages, enfin du prestige qu'exerce toujours le fort sur le faible, tourne ses sympathies du côté de l'Allemagne, et se sentiment n'a

port dépasse trois millions de tonnes. Anvers est devenu, depuis peu, une ville et un port où domine l'élément germanique.

L'Allemagne, dans la lutte d'ordre économique qu'elle a engagée contre l'Angleterre, en attendant l'autre lutte, la vraie, celle qui se dénoue à coups de canon, utilise Anvers et les ports de la Hollande pour expédier ses produits et en recevoir de l'étranger; mais en cas de guerre anglo-allemande, Anvers deviendrait, si les Allemands en étaient les maîtres, le point de départ d'une attaque formidable contre l'Angleterre, ainsi qu'en jugeait Napoléon Ier voulant faire de ce port l'instrument principal de sa lutte à mort contre la puissance britannique.

Cette éventualité est plus préoccupante qu'on ne le pense, attendu que, dans trois ans, l'Allemagne aura vingt et un cuirassés du type Dreadnought à opposer aux trente vaisseaux du même type que possédait l'Angleterre au même moment.

De ce que les Allemands ont un intérêt majeur à posséder Anvers au moment d'une guerre contre la Grande-Bretagne, il s'ensuit qu'en cas les Anglais, d'ores et déjà leurs antagonistes, doivent tout faire pour occuper militairement ce réduit de la défense belge avant que des troupes allemandes ne puissent y pénétrer, avec ou sans le consentement du gouverneur. L'Angleterre devra donc envoyer une cinquantaine de mille hommes à Anvers, avant toute bataille navale, pour renforcer la défense de cette place, en mettant cette neutralité belge à sa disposition.

Tout le monde sait qu'en cas de guerre anglo-franco-allemande, l'armée belge, laissant des garnisons dans les forts de la Meuse, ira occuper le camp retranché d'Anvers pour y attendre les événements, mais, comme les Allemands, en ce cas, envahiront sûrement la Belgique et seront peut-être tentés de mettre la main sur Anvers, soit à la suite d'une attaque brusquée, soit en vertu d'une capitulation obtenue par intimidation, il faudra que les Anglais se pressent de débarquer leur corps expéditionnaire.

La libre navigation de l'Escaut, depuis son embouchure jusqu'à Anvers, est donc indissolublement liée à la question de la neutralité belge. Les Anglais s'ils veulent renforcer, en temps utile, la défense de cette forteresse.

C'est ici qu'apparaît, de Flessingue, l'importance militaire — énorme ou nulle — suivant que son port aura été, ou non, solidement fortifié.

Sous Napoléon Ier, la ville de Flessingue, alors pourvue d'ouvrages de défense, joua un rôle considérable, en ce sens que protégeant l'accès fluvial d'Anvers, elle immobilisa pendant dix-sept jours, en août 1809, une expédition anglaise de 45 000 hommes, chargée de s'emparer d'Anvers, mais qui fut débloquée par la brave pernicieuse, si connue dans cette région, et dut se rembarquer au bout d'un mois.

Les traités de 1815 avaient réuni la Belgique à la Hollande, en confirmant la libre navigation de l'Escaut, mais, à la suite de la révolution 1830, les Belges, mécontents de la suprématie hollandaise, se soulevèrent, et firent l'appui de la France et de la Prusse, qui, à la chute d'Anvers, provoquèrent notre armée, obtinrent leur indépendance et, un peu plus tard, leur neutralité.

Celle-ci fut reconstruite, en 1839, par un traité conclu entre la France, l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche et la Russie, d'une part, et la Hollande, d'autre part. En vertu d'un autre traité de la même époque, cinq puissances contractantes européennes ci-dessus, mais non la Hollande, "garantirent" à la Belgique son indépendance.

A La Haye, on estime que, depuis son embouchure jusqu'à l'arrêt de Flessingue, l'Escaut coule en territoire hollandais. Les Belges et les Anglais opposent à cette prétention les traités conclus en vigueur, aux termes desquels la Hollande partage avec la Belgique ses droits souverains sur l'Escaut.

Les Hollandais disent qu'ils ont le devoir de "protéger" la neutralité belge, mais non de l'"assurer"; qu'en conséquence, ils doivent s'opposer, par la force, aux entreprises d'une flotte alliée attaquant Anvers, mais qu'ils laisseront passer librement des vaisseaux se portant sur les côtes de cette place. C'est fort en théorie, mais si la Hollande a fortifié Flessingue, elle sera tentée d'"embouteiller" Anvers, dans le cas où la flotte ennemie se porterait sur la défense belge, et de réduire de la sorte la neutralité belge à un simple nom.

D'autre part, le peuple hollandais, en raison de ses origines germaniques, de ses relations avec les provinces de La Haye et de Berlin resserrées par des mariages, enfin du prestige qu'exerce toujours le fort sur le faible, tourne ses sympathies du côté de l'Allemagne, et se sentiment n'a

pas été sans exercer de l'influence sur l'opinion publique lorsqu'il a été question, en juillet 1910, de fortifier Flessingue, dans le but, dit le rapport du comité de défense néerlandais, "de maintenir la neutralité dans l'Escaut occidental".

Déjà, en 1904, le baron van Heeckeren, ministre des Pays Bas en Danemark, avait signalé l'envoi, par l'Empereur allemand, à la reine Wilhelmine, d'une lettre concernant la défense des côtes du royaume de Hollande.

D'après le projet de loi du 28 juillet 1910, sur la défense des côtes néerlandaises, les ouvrages de Flessingue coûteront onze millions. Dès que fut dévoilé le projet en question, la presse, en Angleterre, en France et en Belgique, partit en guerre contre la Hollande, lui reprochant "d'empêcher, en cas de conflit, les puissances garantes de la neutralité belge, de se porter au secours d'Anvers à cette place était menacée".

Les attaques des journaux anglais, français et belges n'eurent d'autre résultat que de rendre les Hollandais plus favorables encore au projet gouvernemental, lequel fut adopté, au mois de janvier dernier, par la commission de la deuxième Chambre et donna lieu, au mois plus tard, à cette déclaration d'un député: "Que la Hollande ne se laisserait pas intimider par le vacarme de la presse étrangère, à propos d'un affaire où la garantie de son indépendance était en jeu".

La construction, à Flessingue, d'un puissant ouvrage de défense, muni des perfectionnements les plus modernes, ne saurait donc beaucoup tarder.

L'Allemagne n'en réjouira, tandis que la France, la Belgique, et surtout l'Angleterre, y verra l'empêchement presque absolu de recourir Anvers à l'aide d'une flotte remontant l'Escaut.

En cas de guerre anglo-franco-allemande, la neutralité belge sera violée, non par nous, mais par nos ennemis, lesquels n'en font plus mystère. Et nos vœux de l'Est ont tellement poussé les travaux de préparation, à leur aise droite, en vue des transports stratégiques — ou de rétrocession — à effectuer sur les frontières de Belgique et du Luxembourg, que, fort peu de jours après la mobilisation, ils pourront disposer, sur le front "Malmédyl-Trèves", deux armées fortes, ensemble, de 300 000 hommes.

Si toutes les troupes actives de l'Angleterre, 150 000 hommes environ — étaient envoyées au secours de la Belgique et pouvaient débarquer à Anvers, à Ostende et à Zébrugge dans un temps très court, elles seraient à même, avec les 150 000 hommes disponibles de l'armée belge, de paralyser l'offensive des Allemands contre l'aile gauche française; mais le peuple anglais ne laisserait jamais partir toute son armée de métier, en sorte que les Allemands resteraient libres d'attaquer Anvers, au moins, à l'attaque brusquée de la place d'Anvers.

Il est permis d'admettre la tentative supposée des Allemands sur Anvers, et d'autant mieux qu'ils seraient des luttes vigoureuses dans la place.

Personnellement, nous sommes d'un avis contraire, estimant qu'à la guerre, comme partout, on ne doit pas courir deux fois le risque; que l'essentiel consiste à combattre la principale armée de l'adversaire, sachant bien que si on peut la vaincre, tout le reste viendra par soi-même.

En résumé, la construction prochaine des fortifications de Flessingue est fort heureuse pour l'entente cordiale, tandis qu'elle constitue un succès pour l'Allemagne.

Général BONNAL.

Un truc à retenir

L'existence des bureaux de poste internationaux, allemand, anglais, espagnol et français, au Maroc, a amené des ingénieurs à en bénéficier pour faire des économies dans leur correspondance. Ledit bureau de poste sont considérés comme territoire quasi colonial et le prix uniforme des lettres est de 10 centimes du bureau allemand aux villes allemandes, du bureau anglais aux villes anglaises, etc. Si l'on possède un ami à Tanger, on peut donc lui expédier sous double enveloppe une lettre à destination de Berlin; l'ami se rend au bureau allemand et, pour 10 centimes, fait partir la lettre. 10 centimes + 10 centimes = 20 centimes, soit une économie de 5 centimes! Il est vrai qu'il y a une perte de temps qui vaut peut-être plus de cinq centimes! Mais il y a des catégories de lettres qui ne sont pas pressées. C'est ainsi qu'une organisation hongroise de loteries a un bureau spécial à Tanger pour l'expédition de ses prospectus en Allemagne, France, Angleterre et Espagne. Elle économise ainsi 150,000 francs par an.